

b) L'Administration de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement : pour les aspects se rapportant à l'aménagement du territoire, l'environnement et la protection des eaux souterraines;

c) Les institutions ou les administrations publiques qui gèrent des captages d'eau aux besoins de la distribution publique d'eau alimentaire et qui exploitent ou projettent l'exploitation de captages d'eau situés sur ou dans les environs de la zone ou auront lieu des déversements de déchets, pour lesquels une autorisation est demandée : pour les aspects se rapportant à la protection de l'eau potable contre la pollution;

d) Les sociétés d'épuration des eaux : pour les aspects se rapportant à la protection des eaux de surface contre la pollution : chaque société pour les activités d'élimination de déchets, qui sont prévues ou qui ont lieu dans son ressort;

e) La Société régionale de Développement de la province concernée : pour tous les aspects;

f) La Société publique des Déchets pour la Région flamande : pour tous les aspects. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le Ministre communautaire, qui a l'environnement dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 janvier 1985.

Le Président,

G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Environnement, de la Politique de l'Eau et de l'Enseignement,
J. LENSSENS

MINISTRE DE LA REGION WALLONNE

F. 85 — 793

28 NOVEMBRE 1984. — Arrêté ministériel

relatif à l'organisation du contentieux judiciaire du Ministère de la Région wallonne en matière d'aménagement du territoire

Le Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E., de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt pour la Région wallonne,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment les articles 6 et 82 *in fine*;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1982 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif régional wallon;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 12 mars 1982 fixant la répartition des compétences entre les Ministres, membres de l'Exécutif régional wallon, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 17 novembre 1982;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 22 avril 1984 réglant la signature des actes de l'Exécutif régional wallon;

Vu les décisions des 17 mars 1982 et 7 janvier 1983 de l'Exécutif régional wallon relatives aux avocats chargés de défendre les intérêts de la Région,

Arrête :

Article 1er. — Le Ministre qui a l'Aménagement du Territoire dans ses attributions, désigne, dans le cadre du système de l'abonnement, les avocats chargés, tant devant les cours et tribunaux que devant le Conseil d'Etat, des affaires d'urbanisme et d'aménagement du territoire.

En cette qualité, les avocats ont mandat de représenter le Ministère de la Région wallonne (Inspection générale de l'Aménagement du Territoire), tant en demandant qu'en défendant, devant toute juridiction.

Art. 2. Le Ministre fixe le nombre de ces avocats selon les nécessités du service dans chaque ressort judiciaire; il détermine, par un règlement général ou par des dispositions individuelles, leur titre, leurs attributions et devoirs ainsi que le ressort judiciaire ou administratif de leur office.

Il en est de même pour les affaires portées devant le Conseil d'Etat.

Art. 3. Le Ministre conserve la faculté de confier des affaires litigieuses, dans des cas spéciaux, à un avocat autre que celui attribué conformément à l'article 2.

Si l'avocat doit se désister pour des raisons déontologiques, le Ministre peut désigner un des autres avocats attributés.

Art. 4. Les avocats peuvent être consultés, pour des affaires non litigieuses, par le Ministre, l'Inspecteur général de l'Aménagement du Territoire et les fonctionnaires délégués de l'Urbanisme.

S'il échet, la consultation des avocats sera réglée par un règlement général ou par des dispositions individuelles, telles que visées à l'article 2.

Les avocats peuvent aussi être chargés d'élaborer ou de participer à l'élaboration de la réglementation en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme. Cette mission peut faire l'objet d'une convention particulière dans le cadre de l'abonnement et sans qu'il y ait révision du montant de celui-ci.

Art. 5. Les avocats assurent la défense des affaires contentieuses jusqu'à leur terme, quelque soit le degré de juridiction auquel elles sont déferées, sauf lorsque l'intervention d'un avocat près la Cour de cassation est légalement requise, auquel cas le dossier est transmis à l'avocat de cassation désigné par le Ministre.

En cas de cassation de l'arrêt et renvoi par la Cour de cassation devant une autre Cour d'appel, le dossier est à nouveau confié à l'avocat qui le traitait auparavant.

Art. 6. Les avocats sont rémunérés par un abonnement annuel dont le montant est fixé par le Ministre et qui est payable par tranches trimestrielles.

Le montant de l'abonnement est rattaché à l'indice des prix à la consommation et varie à chaque augmentation ou diminution d'au moins 5 p.c. dudit indice.

Le montant de l'abonnement peut être réduit de moitié chaque année où le nombre de litiges ou de consultations confiés à un avocat est inférieur à dix.

Art. 7. Les avocats sont indemnisés de leurs frais de déplacements d'après le tarif officiel de l'Administration, lorsque leurs devoirs de service occasionnent un déplacement en dehors du ressort judiciaire ou administratif pour lequel ils ont été désignés; le Ministre détermine, par assimilation, les classes du tarif dans lesquelles ils sont rangés.

Les avocats sont indemnisés des frais de justice et d'expertise.

Art. 8. En cas d'insuffisance constatée de l'abonnement d'un avocat, eu égard au nombre d'affaires dont il a eu à s'occuper, à leur importance et aux devoirs accomplis en l'occurrence, le Ministre peut, dans les limites des crédits budgétaires, allouer un supplément extraordinaire annuel d'honoraires.

Art. 9. Les avocats bénéficient, en plus de leur abonnement annuel, des indemnités de procédure, pour autant et dans la mesure qu'elles soient recouvrables à charge de la partie adverse.

Le décompte ne peut être fait que lorsqu'une affaire est définitivement terminée et après compensation éventuelle en cas de litige.

Les avocats sont chargés par le Ministre de recouvrer eux-mêmes à charge des parties succombantes lesdites indemnités.

Art. 10. La mission des avocats prend fin d'office le 1er jour du mois suivant celui au cours duquel ils atteignent l'âge de 70 ans.

Néanmoins, le Ministre a la faculté de stipuler, dans les arrêtés de désignation, qu'il peut mettre fin à la mission, à tout moment ou moyennant un préavis dont il fixe la durée, avec ou sans indemnité.

Art. 11. Les avocats ne sont point considérés comme des fonctionnaires faisant partie de l'Administration générale dans le sens de la loi sur les pensions.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er octobre 1984.

Art. 13. L'Inspection générale de l'Aménagement du Territoire est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 28 novembre 1984.

M. WATHELET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 85 — 793

28. NOVEMBER 1984. — Ministerialerlass über die Organisation der Prozessangelegenheiten des Ministeriums der Wallonischen Region in Sachen Raumordnung

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 6 und des Endes des Artikels 82;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 27. Januar 1982 zur Regelung der Arbeitsweise der Wallonischen Regionalexekutive;

Aufgrund des Erlasses vom 12. März 1982 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister, Mitglieder der Wallonischen Regionalexekutive, abgeändert durch den Erlass der Exekutive vom 17. November 1982;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 22. April 1984 zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Wallonischen Regionalexekutive;

Aufgrund der Beschlüsse der Wallonischen Regionalexekutive vom 17. März 1982 und 7. Januar 1983 in bezug auf die Rechtsanwälte, die mit der Verteidigung der Interessen der Region beauftragt sind;

Beschliesst der Minister der Neuen Technologien und der K.M.B., der Raumordnung und des Forstwesens für die Wallonische Region :

Artikel 1. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört, benennt im Rahmen des Abonnementssystems die Rechtsanwälte, die sowohl vor den Gerichtshöfen und Gerichten als auch vor dem Staatsrat mit den Städtebau- und Raumordnungsangelegenheiten beauftragt sind.

In dieser Eigenschaft haben die Rechtsanwälte den Auftrag, das Ministerium der Wallonischen Region (Generalinspektion für Raumordnung) sowohl bei Klagen- als auch bei Verteidigungen vor jedem Gericht zu vertreten.

Art. 2. Der Minister legt für jeden Gerichtsbezirk die Anzahl dieser Rechtsanwälte je nach den Bedürfnissen des Dienstes fest; durch eine allgemeine Verordnung oder durch individuelle Massnahmen bestimmt er ihren Titel, ihre Zuständigkeiten und Pflichten sowie den Gerichts- oder Verwaltungsbezirk ihres Amtes.

Dies gilt auch für die Angelegenheiten, die vor den Staatsrat gebracht werden.

Art. 3. In besonderen Fällen behält der Minister die Möglichkeit, einem anderen Rechtsanwalt als demjenigen, der gemäss Artikel 2 benannt worden ist, strittige Angelegenheiten anzuvertrauen.

Wenn der Rechtsanwalt aus Gründen der Deontologie verzichten kann, kann der Minister einen der anderen Vertragsanwälte benennen.

Art. 4. Für nicht strittige Angelegenheiten können die Rechtsanwälte von dem Minister, dem Generalinspektor für Raumordnung und den beauftragten Beamten des Städtebaus zu Rate gezogen werden.

Die Hinzuziehung der Rechtsanwälte wird gegebenenfalls durch eine allgemeine Verordnung oder durch individuelle Massnahmen, wie in Artikel 2 vorgesehen, geregelt.

Die Rechtsanwälte können ebenfalls mit der Erstellung oder mit der Beteiligung an der Erstellung der Ordnung in Sachen Raumordnung und Städtebau beauftragt werden. Diese Aufgabe kann, im Rahmen des Abonnements und ohne dass dessen Betrag neu festgesetzt wird, den Gegenstand eines Sonderabkommens bilden.

Art. 5. Die Rechtsanwälte sorgen vor gleich welcher Instanz für die Verteidigung der Prozessangelegenheiten bis zu deren Abschluss, ausser wenn das Eingreifen eines Rechtsanwaltes beim Kassationshof laut Gesetz erforderlich ist. In diesem Fall wird die Akte dem vom Minister benannten Rechtsanwalt beim Kassationshof übermittelt.

Art. 6. Die Rechtsanwälte werden aufgrund eines Jahresabonnements entlohnt, dessen Betrag vom Minister festgelegt und in dreimonatlichen Räten ausgezahlt wird.

Der Abonnementsbetrag ist an den Index der Verbraucherpreise gebunden und schwankt bei jeder Erhöhung oder Verringerung von mindestens 5 pzt. des vorgenannten Indexes.

Der Abonnementsbetrag kann jedes Jahr, wo dem Rechtsanwalt weniger als zehn Streitfälle oder Beratungen anvertraut worden sind, um die Hälfte gekürzt werden.

Art. 7. Den Rechtsanwälten werden die Fahrkosten gemäss dem offiziellen Tarif der Verwaltung vergütet, wenn sie sich aufgrund ihrer Dienstpflichten ausserhalb des Gerichts- oder Verwaltungsbezirks begeben müssen, für den sie benannt worden sind; der Minister bestimmt durch Gleichstellung die Tarifstufen, in die sie eingeordnet werden.

Den Rechtsanwälten werden die Justiz- und Expertenkosten vergütet.

Art. 8. Wenn sich das Abonnement eines Rechtsanwalts im Hinblick auf die Anzahl der von ihm behandelten Angelegenheiten, ihr Ausmass und die Pflichten als ungenügend erweist, kann der Minister im Rahmen der Haushaltsmittel einen aussergewöhnlichen jährlichen Honorarzuschlag gewähren.

Art. 9. Zusätzlich zu dem Jahresabonnement erhalten die Rechtsanwälte Prozessvergütungen, sofern und in dem Masse, wie diese zu Lasten der Gegenpartei gehen.

Die Abrechnung kann erst erfolgen, nachdem eine Angelegenheit endgültig abgeschlossen und im Falle eines Streites ein eventueller Ausgleich vorgenommen worden ist.

Die Rechtsanwälte werden vom Minister beauftragt, diese Vergütungen selbst und zu Lasten der verlierenden Partei einzuziehen.

Art. 10. Der Auftrag der Rechtsanwälte nimmt von Rechts wegen ein Ende am ersten Tag des Monats nach demjenigen, in dem sie das Alter von 70 Jahren erreichen.

Dennoch hat der Minister die Möglichkeit, in den Benennungserlassen zu bestimmen, dass er dem Auftrag zu jeder Zeit oder mittels einer Kündigungsfrist, deren Dauer er festlegt, mit oder ohne Entschädigung ein Ende setzen kann.

Art. 11. Die Rechtsanwälte werden keineswegs als Beamte der Allgemeinen Verwaltung im Sinne des Gesetzes über die Pensionen betrachtet.

Art. 12. Vorliegender Erlass gilt ab dem 1. Oktober 1984.

Art. 13. Die Generalinspektion für Raumordnung ist mit der Durchführung dieses Erlasses beauftragt.

Gegeben zu Brüssel, am 28. November 1984.

M. WATHELET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 85 — 793

28 NOVEMBER 1984. — Ministerieel besluit houdende organisatie van de dienst « Juridische Geschillen » van het Ministerie van het Waalse Gewest inzake ruimtelijke ordening

De Minister van de Nieuwe Technologieën en de K.M.O.'s, de Ruimtelijke Ordening en het Bos voor het Waalse Gewest:

Gelet op de wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 6 en 82 *in fine*;

Gelet op het besluit van de Executieve van 27 januari 1982 houdende regeling van de werking van de Waalse Gewestexecutieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van 12 maart 1982 houdende verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers, leden van de Waalse Gewestexecutieve, gewijzigd door het besluit van de Executieve van 17 november 1982;

Gelet op het besluit van de Executieve van 22 april 1984 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Waalse Gewestexecutieve;

Gelet op de beslissingen van de Waalse Gewestexecutieve van 17 maart 1982 en 7 januari 1983 betreffende de advocaten belast met de verdediging van de belangen van het Gewest,

Besluit:

Artikel 1. De Minister tot wiens bevoegdheid de Ruimtelijke Ordening behoort wijst in het kader van het abonnementssysteem de advocaten aan die belast zijn zowel voor de hoven en rechtbanken als voor de Raad van State met zaken inzake stedenbouw en ruimtelijke ordening.

In die hoedanigheid zijn de advocaten gemandateerd om het Ministerie van het Waalse Gewest (Algemene Inspectie voor de Ruimtelijke Ordening), hetzij als eiser, hetzij als verweerder, te tegenwoordigen voor elk rechtscollege.

Art. 2. De Minister stelt in elk rechtsgebied het aantal advocaten vast met inachtneming aan de dienstvereisten; hij bepaald, bij wege van een algemeen reglement of van afzonderlijke bepalingen, hun titel, hun bevoegdheden en plichten, alsmede het rechts- of administratief gebied van hun ambt.

Hetzelfde geldt voor de bij de Raad van State aanhangig gemaakte zaken.

Art. 3. De Minister behoudt in bijzondere gevallen de mogelijkheid betwiste zaken toe te vertrouwen aan een andere advocaat dan die welke overeenkomstig artikel 1 is aangesteld.

Indien de advocaat zich om deontologische redenen moet terugtrekken, kan de Minister één van de andere aangestelde advocaten aanwijzen.

Art. 4. De advocaten kunnen voor niet-betwiste zaken worden geraadpleegd door de Minister, de inspecteur-generaal van de Ruimtelijke Ordening en de gemachtigde ambtenaren van de Stedenbouw.

In voorkomend geval zal de raadpleging van de advocaten geregeld worden bij wege van een algemeen reglement of van afzonderlijke bepalingen, zoals bedoeld in artikel 2.

De advocaten kunnen ook belast worden met het opstellen van de reglementering inzake ruimtelijke ordening en stedenbouw of er aan mede te werken. Deze opdracht kan het voorwerp zijn van een bijzondere overeenkomst in het kader van het abonnement en zonder herziening van het bedrag ervan.

Art. 5. De advocaten staan in voor de verdediging van de betwiste zaken tot aan de afhandeling ervan, ongeacht het rechtscollege waarnaar zij verwezen worden, behalve wanneer het optreden van een advocaat bij het Hof van cassatie wettelijk vereist is; in dat geval wordt het dossier overgezonden aan de door de Minister aangewezen cassatieadvocaat.

Als het arrest verbroken wordt en de zaak door het Hof van cassatie naar een ander Hof van beroep wordt verwezen, wordt het dossier opnieuw toevertrouwd aan de advocaat die het voorheen behandelde.

Art. 6. De advocaten worden bezoldigd op basis van een jaarlijks abonnement waarvan het bedrag, dat per driemaandelijke stortingen betaald wordt, door de Minister wordt vastgesteld.

Het bedrag van het abonnement wordt gekoppeld aan het indexcijfer van consumptieprijsen en wordt aangepast bij elke stijging of daling van minstens 5 pct. van dat indexcijfer.

Het bedrag kan met de helft verminderd worden voor elk jaar waarin het aantal aan de advocaten toevertrouwde geschillen of gevraagde raadplegingen minder dan 10 bedraagt.

Art. 7. De advocaten worden volgens het officiële tarief van de administratie voor hun reiskosten vergoed wanneer hun ambtsverplichtingen nopen tot reizen buiten het gerechtelijk of administratief arrondissement waarvoor zij aangewezen worden of dat de Minister vaststelt; deze bepaalt bij gelijkstelling de tariefklassen waarin zij worden ingedeeld.

Art. 8. Wanneer wordt vastgesteld dat het abonnement van een advocaat ontoereikend is, rekening houdend met het aantal zaken die hij heeft moeten behandelen, met de belangrijkheid ervan en met de ten deze verrichte zaken, kan de Minister, binnen de perken van de begrotingskredieten, een buitengewone jaarlijkse ereloon-toeslag verlenen.

Art. 9. De advocaten ontvangen naast hun jaarlijks abonnement procedurevergoedingen, voor zover zij van de tegenpartij teruggevorderd kunnen worden.

De afrekening mag slechts geschieden wanneer een zaak definitief beëindigd is en na eventuele compensatie in geval van geschil.

De advocaten worden door de Minister belast zelf die vergoedingen van de verliezende partijen terug te vorderen.

Art. 10. De opdracht van advocaten eindigt ambtshalve de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke zij de leeftijd van 70 jaar bereiken.

Nochtans kan de Minister in de aanwijzingsbesluiten bepalen dat hij op ieder ogenblik of met opzegging waarvan hij de termijn vaststelt met of zonder vergoeding een einde aan de opdracht kan maken.

Art. 11. De advocaten worden niet als ambtenaren van het algemeen bestuur beschouwd in de zin van de wet op de pensioenen.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 1984.

Art. 13. De Algemene Inspectie van de Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, op 28 november 1984.

M. WATHELET